

## Les féministes disent NON à l'aggravation orchestrée de la crise nationale

Les organisations féministes condamnent avec la plus grande fermeté le lâche assassinat, le 28 août, de M<sup>e</sup> Monferrier Dorval, bâtonnier de l'ordre des avocat.e.s de Port-au-Prince. Elles présentent leurs sympathies aux parents, collègues et ami.e.s de M<sup>e</sup> Dorval et saluent les apports notables et courageux de ce citoyen pour la construction d'un État de droit démocratique.

Ce crime odieux survient dans un contexte délétère où l'on observe une vague d'assassinats, de kidnappings et la répétition des attaques des gangs armés contre la population dans plusieurs régions du pays, notamment dans les quartiers défavorisés. Les exactions et les victimes ne se comptent plus, même les bébés ne sont pas épargnés. Le 31 août, la population du Bel-Air à Port-au-Prince a encore subi les assauts des gangs, sans bénéficier, comme il se doit, de la protection des autorités. Les droits élémentaires à la vie et à la sécurité sont niés et les violateurs peuvent agir en toute impunité, sous le regard complaisant, voir complice, du pouvoir en place.

Les violences envers les femmes, dues à cette délinquance armée, se multiplient. Le corps des femmes et des filles est traité comme un territoire de guerre, avec une kyrielle de viols individuels et collectifs. Les violences économiques fragilisent davantage les femmes vulnérables qui, sont souvent forcées de fuir avec leurs enfants dont elles assument généralement seules la charge.

Les organisations féministes dénoncent l'aggravation accélérée de la crise, alimentée par l'arrogance d'un pouvoir qui fait fi du refus national de le voir se perpétuer. Le Président Jovenel Moïse a la prétention de fabriquer un nouveau Conseil électoral provisoire (CEP). Les féministes ont clairement opposé à l'Exécutif une fin de non-recevoir à sa demande de désignation d'une femme pour siéger au CEP. Aujourd'hui, après avoir sans résultat contacté séparément les secteurs, le pouvoir tente de monter son CEP sur mesure et commandite une demande pour une nouvelle Constitution. Les féministes s'insurgent contre l'intention évidente du pouvoir d'atomiser et de diviser les secteurs, de créer un environnement visant à casser toute forme de mobilisation populaire, ce dans le but d'organiser des élections qui, dans le contexte actuel, ne peuvent être inclusives, crédibles et bénéfiques pour la démocratie.

Les organisations féministes demeurent debout aux côtés des forces du changement pour réclamer justice pour M<sup>e</sup> Dorval et toutes les autres victimes des exactions, en particulier les nombreuses femmes et filles violentées par les gangs. Les féministes persèverent dans leur engagement en faveur des droits humains, des droits spécifiques des femmes et du droit citoyen de choisir, contrôler et sanctionner les dirigeant.e.s.

3 septembre 2020.

Pour authentification : Yolette Andrée Jeanty, Coordonnatrice de Kay Fanm

Contact : [admin@kayfanm.org](mailto:admin@kayfanm.org) // Tel : 34 33 78 32 - 33 35 73 70

Les signataires :

1. Kay Fanm
2. SOFA - Solidarite Fanm Ayisyèn, Sabine Lamour, Coordonnatrice générale
3. AFASDA - Asosyasyon Fanm Solèy D Ayiti, Elvire Eugène, Directrice exécutive
4. Fanm Deside, Marie Ange Noël, Coordonnatrice
5. REFRAKA - Rezo Fanm nan radyo kominotè ayisyen, Marie Guyrleine Justin, Directrice exécutive
6. GADES - Groupe d'appui au développement du Sud, Mutsuka Charles, Coordonnatrice
7. Fanm Yo La, Eloïse Massini Dorléans, Coordonnatrice générale
8. Nègès Mawon, Pascale Solages, Coordonnatrice générale
9. Fondation TOYA, Nikette Lorméus, Présidente du Conseil de direction
10. Sabine Manigat, féministe indépendante.